



*Projet Fianarantsoa 2006*

# **I. L'association ADAH**

L'Association Dijonnaise pour l'Action Humanitaire est une association de loi 1901, créée en 1998, sous l'impulsion de quelques étudiants en médecine. Ceux-ci voulaient mettre en place une structure permettant aux étudiants de monter des projets de solidarité, partant d'idées individuelles. A l'origine composée d'étudiants en médecine, l'ADAH est composée aujourd'hui d'une vingtaine d'étudiants dijonnais de différentes filières : médecine, pharmacie, psychologie, droit, musicologie, biologie, IUT...

Ce sont des valeurs telles que la solidarité, l'ouverture d'esprit, l'écoute des autres qui suscitent un investissement dans un projet international et une prise de responsabilité.

Depuis 1999, l'ADAH agit au Burkina Faso dans la région de Ouahigouya et a déjà réalisé de nombreux projets selon les demandes et besoins observés sur place. Par exemple , la dotation de dispensaires en médicaments, la prévention et la sensibilisation autour du SIDA, la rénovation de bâtiments, l'éducation et la culture.

L'année dernière, suite au développement de l'association et à la motivation des étudiants, une mission d'exploration à Madagascar dans la région de Fianarantsoa a été réalisée.

Cette année l'ADAH souhaite poursuivre avec succès ces 2 missions.

Au-delà de l'expérience internationale, nous montons chaque année des actions en France, afin de se former, de sensibiliser à la solidarité internationale, et de faire partager les cultures africaines que nous découvrons.

Vous pourrez retrouver toutes nos valeurs au sein de la charte d'éthique de l'ADAH (voir annexe).

## **II. L'équipe**

**Mathieu Blot**, 20 ans, étudiant en 3<sup>ème</sup> année de médecine

Depuis plusieurs années, je m'investi dans plusieurs associations qu'elles soient sportives (club de foot), culturelles (organisation d'un festival de musique) puis éducatives (Tutorat pour la 1ere année de médecine) et maintenant à l'ADAH.

Cette participation avec l'ADAH dans ce projet me permettra de conforter mon choix professionnel futur dans la médecine humanitaire. Cette opportunité, je pense sera une riche expérience dans la façon d'appréhender de nouvelles cultures tout en donnant un « coup de main », par un travail de groupe mais aussi par de nombreuses formations, à l'écoute de ceux qui oeuvrent pour la solidarité internationale.

**MAUCORT Elise**, 21 ans, Etudiante en 3e année de Médecine  
Membre de l'ADAH année 2005-2006

Mon désir de partir à Madagascar est avant tout corrélé à un goût pour l'aventure, et l'envie de découvrir la culture malgache. D'autre part ce voyage symbolise l'aboutissement de mon investissement au sein de l'ADAH, et représente à mes yeux une première approche intéressante de l'aide humanitaire. De plus, nos actions dans la dispensaire me permettraient d'élargir mes connaissances médicales sur le terrain. Enfin, il me semble essentiel de me rendre utile à mon niveau, et de cultiver l'entraide humaine.

**DECHANET Fabien**, 22 ans, étudiant en 3<sup>ème</sup> année de médecine  
Membre de l'ADAH 2005-2006

Je souhaite depuis déjà plusieurs années m'investir dans un projet d'action humanitaire et plus tard pouvoir exercer ma profession dans le cadre d'ONG spécialisées. La découverte des projets déjà réalisés par l'ADAH m'a motivé pour m'intégrer pleinement à cette association. De plus je m'enthousiasme de pouvoir découvrir une autre culture, d'autres modes de vie et de pouvoir contribuer à mon niveau au développement de l'éducation dans cette région défavorisée.

**Judith MEYROUNE**, 21 ans, étudiante en 3<sup>ème</sup> année de médecine,  
Membre de l'ADAH pour l'année 2005-2006

J'aimerais exercer plus tard la médecine humanitaire et ce projet à Madagascar me parait une excellente première approche. C'est une expérience humaine enrichissante qui nous permettra de découvrir une autre culture, d'autres modes de vie et d'être face à la réalité du Tiers Monde. Il me tient à coeur de contribuer à un projet d'aide au développement durable tout en gardant bien conscience qu'il ne pourra que contribuer à sa petite échelle à l'amélioration du quotidien de la population avec qui nous travaillerons.

**Cécile CHOUX**, 20 ans, étudiante en 3<sup>ème</sup> année de médecine

Suite à des témoignages d'amis ayant fait partie du projet de l'été dernier, j'ai décidé de m'inscrire à l'ADAH (Association Dijonnaise pour l'Action Humanitaire) à la rentrée 2005.

C'est pour moi une chance de pouvoir partir dans un pays étranger, l'occasion de s'enrichir d'une culture totalement différente, pouvoir la diffuser en France à mon retour, observer la médecine pratiquée, partager les émotions ressenties, les difficultés rencontrées... De plus, la misère qui règne dans les pays du Sud pendant que nous autres bénéficions d'un mode de vie plus que confortable me révolte et la dimension de solidarité est, à mon sens, très plaisante dans un tel projet, même s'il nous faut rester humble quand à nos possibilités d'action sur le terrain.

**Carbillet Pauline**, 20 ans, 3<sup>ème</sup> année de Médecine  
Membre actif de l'ADAH

Les conditions de vie et la santé des habitants des pays du Sud sont des sujets qui me touchent. Ce projet de l'ADAH me permettrait de me rendre utile dans la mesure de mes capacités et d'œuvrer pour le développement durable de Madagascar en particulier. De plus, vivre dans ce magnifique pays, mener à bien notre projet, rencontrer une autre culture seront autant d'expériences extrêmement enrichissantes et formatrices pour ma vie future.

**Millière Aurélie**, 22 ans, 3<sup>ème</sup> année de médecine  
Membre de l'ADAH.

Je souhaite apporter de l'aide aux populations qui en ont le plus besoin de quelque manière que ce soit. C'est une expérience humaine dans laquelle j'ai envie de m'engager; découvrir un autre pays, d'autres coutumes; m'ouvrir, faire connaissance avec d'autres personnes et partager des moments au sein d'un groupe. Nous n'allons pas sauver le monde, seulement essayer d'apporter quelques pierres pour qu'ils construisent leur édifice.





## Organisation géopolitique

Le pays est divisé en 6 provinces (ici province de Fianarantsoa). Chaque province est divisée en régions. Notre action se situe dans la région de Haute Matsiatra. Cette région est elle-même divisée en 5 districts (Fianarantsoa I, Fianarantsoa II, Ambalavao ou encore Ambohimahaso). Puis chaque district est divisé en communes, qui regroupent différentes fokontany (villages/hameaux)

Depuis mai 2002, c'est le Président Marc RAVALOMANANA qui est au pouvoir. Il cherche un développement rapide de son pays, réformer l'état, lutter contre la pauvreté grâce à une politique d'éducation et de santé, aménager le territoire comme base du développement économique et social.

Il est déterminé à collaborer avec les maires, afin que ceux-ci amène le changement dans leur commune, et en janvier 2005 il a annoncé le triplement du budget des communes.

## Histoire

Avant toute chose, n'oublions pas que Madagascar est une ancienne colonie française. Ce pays aux ressources riches a longtemps été convoité par les anglais également.

L'indépendance ne s'est pas faite en toute facilité, et les malgaches ont mis longtemps à se remettre de l'exploitation et du départ des français. Ils ont du gérer des infrastructures et un modèle de gouvernement auxquels ils n'étaient pas adaptés, et bien sûr sans les ressources françaises.

Aujourd'hui l'état de dégradation des bâtiments et des routes est flagrant, la plupart remontant à l'ère coloniale.

Mais à aucun moment nous n'avons ressenti une quelconque amertume vis-à-vis du passé de nos pays respectifs, certains même regrettaient de ne pas avoir le statut de TOM, ce qui, en contrepartie de leur indépendance, leur garantirait bien sûr des avantages non négligeables.

## La santé

- Le système de santé

Chaque province possède un Centre Hospitalier de Référence, ici le **Centre Hospitalier de Référence Provincial (CHRP)** de Fianarantsoa.

Chaque district possède un **Centre Hospitalier de District (CHD)**. Nous avons pu voir celui d'Ambohimahasoa.

Les **communes** possèdent chacune un **Centre de Santé de Base (CSB)** ; de niveau II si il y a présence d'un médecin (CSB II), de niveau I si le CSB est tenu par un paramédical (CSB I). Dans le district d'Ambohimahasoa, composé de 18 communes, nous avons pu voir les CSB II de Camp Robin, Vohiposa et Ambohimahasoa.

Dans chaque fokontany se trouve un (ou 2) **agent communautaire**, chargé d'être le relais du médecin dans son village. Il informe sur les différentes campagnes de prévention ou de sensibilisation par exemple, évalue l'impact de ces campagnes (par exemple « promotion de la construction et de l'utilisation des latrines »). Il n'a pas les compétences de remplacer un médecin, ni de faire des premiers soins, et ne peut que renvoyer le malade vers le médecin si un problème se pose.

Ces agents communautaires sont formés par les responsables des CSB, et leur font régulièrement des rapports.



*Exemple de spectacle organisé par le CSB II de Camp Robin sur la santé infantile...  
(Zaza Salama = bébé en bonne santé)*

Nous avons pu constater la bonne organisation de ces relations et de ces formations, et nous ne pensons pas pouvoir apporter quelque chose de plus. (une formation des agents communautaires aux premiers secours, ou des réflexes à avoir ?)

Dans chaque fokontany se trouvent également plusieurs matrones, qui pratiquent encore beaucoup d'accouchements, de manière totalement « non officielle ». Elles pratiquent encore certaines méthodes

traditionnelles parfois dangereuses (manipulation du fœtus, administration de potions censées faciliter l'accouchement...), et ne bénéficient d'aucune formation particulière. Elles ne font notamment aucune démarche administrative de déclaration des naissances...

Une sensibilisation des matrones sur leurs méthodes nous paraît difficile, vu leur attachement à des pratiques transmises de génération en génération...

- Les différentes pathologies

Les maladies endémiques sont : le paludisme, la bilharziose, la tuberculose ou encore la lèpre.

Le SIDA serait d'après les dires quasiment « absent ». Les médecins de l'hôpital de Fianarantsoa disent par exemple qu'il n'y a pour l'instant eu aucun sidéen d'hospitalisé. Il serait plus juste de penser que le dépistage n'est jamais pratiqué, et que la population, volontairement ou non, n'est pas au fait de la réalité...

Les priorités du gouvernement sont autres : par exemple le Programme National de Lutte contre la Tuberculose et la Lèpre (grande campagne de sensibilisation, intégration des tuberculeux au reste des malades, médicaments gratuits etc.)

- Le planning familial

Le gouvernement a lancé une grande campagne de sensibilisation sur le planning familial, prônant que « 2 enfants c'est bien ». Avec moins d'enfants on peut mieux s'en occuper et ils sont plus heureux.

Différentes méthodes sont proposées :

- Stérilet
- Pilule (la pilule n'est délivrée que pour 1 mois, de peur que la femme revende ses pilules... A chaque consultation, la femme doit prouver qu'elle a bien ses règles pour pouvoir recevoir sa « ration »)
- Injections trimestrielles de progestérone
- Préservatifs
- Chirurgie
- ...

La pilule et les injections sont le plus souvent choisies. Mais au jour d'aujourd'hui, seul 10% des femmes prennent une contraception...

## L'éducation

Il y a à Madagascar 47 % d'analphabétisme en moyenne, mais les pourcentages augmentent dans les zones rurales. 41 % des enfants en zones urbaines et 56 % des enfants en zone rurale ne sont pas scolarisés ; et 40 % des enfants scolarisés ne finissent pas le cycle de l'école primaire et une bonne partie ne fréquente pas les cours car aident leurs parents aux champs. Madagascar possède un des taux de redoublement et d'abandon les plus élevés au monde.

Toutefois, contrairement à beaucoup de PVD, le taux de scolarisation des filles est sensiblement le même que celui des garçons.

Le français n'est plus langue officielle, mais la plupart des cours sont fait en français (quasi tous au lycée et à l'université), langue que les jeunes malgaches ne maîtrisent pas toujours, car elle n'est pas leur langue maternelle. Depuis 2003, les autorités ont décidé d'introduire l'anglais dans certaines écoles publiques, ce qui ne facilite pas leur apprentissage.

Nous avons pu voir que l'éducation, qui est la base du développement d'un pays est grandement défailante. Des enfants ne pouvant pas payer les frais d'écolage ou obligés de travailler aux champs avec leurs parents, des conditions d'enseignements déplorables (écoles détruites ou endommagées par les cyclones, enseignants mal payés), un système public ruiné, etc. La qualité de l'enseignement s'en ressent.

Chaque commune doit officiellement avoir un Centre d'Enseignement Général (CEG) (=collège, établissement du secondaire) ; ainsi qu'au moins une Ecole Primaire Publique (EPP) par fokontany.

Les malgaches touchent en moyenne 22€ par mois. Un livre de classe coûte en moyenne 3€... 6% des dépenses d'un ménage vont à l'écolage, scolariser ses enfants est un sacrifice pour parents...

- → Les objectifs du ministère

Depuis 1989 existe le PNAE : programme national d'amélioration de l'éducation. Ses objectifs :

- amélioration de la qualité de l'enseignement
- maîtrise de la gestion de flux
- contrôle des coûts et financement

- amélioration de la gestion du système d'éducation et de formation professionnelle
- réorganisation de la formation professionnelle
- mise en place d'une formation post-secondaire efficace

1995 : loi du 13 mars 1995 sur l'éducation et la formation. Objectifs :

- continuité maternelle/primaire
- partenariat entre Etat, collectivités locales, communautés et écoles privées
- orientation de l'enseignement vers l'emploi, et de l'enseignement supérieur vers les professions.

La réforme de l'enseignement primaire a double objectif : l'insertion dans la vie active, et la poursuite des études secondaires.

Le programme visait pour le primaire un taux de scolarisation de 70 % en l'an 2000, une augmentation de 1% par an de 95 à 2000 des élèves des collèges, de 0,5 % pour les lycées.

Les efforts du ministère sont concentrés dans :

- la lutte contre la déscolarisation
- le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants
- la formation initiale des corps d'encadrement pédagogique
- la formation du personnel administratif
- la réalisation des écoles
- la dotation en équipement et en matériel pédagogiques et didactiques des écoles
- l'amélioration des systèmes d'information et de communication

D'après le budget de l'Etat, 3% du PIB national est consacré au ministère de l'enseignement de base et secondaire (MINESEB), et 1% pour l'enseignement supérieur

L'école est normalement obligatoire de 6 à 14 ans.

Les actions du gouvernement : prise en charge des droits d'inscription en primaire dans le secteur public, fourniture de kits scolaire aux enfants.

- → Programme Conjoint Madagascar du Système des Nations Unies (mis en place en 2001)
  - DIJE (développement intégral du jeune enfant) : prend en charge les enfants de moins de 6 ans et ceux qui s'en occupent
  - DESCOL : initie les jeunes déscolarisés à un métier en milieu urbain
  - ASAMA (action scolaire d'appoint pour malgache adolescent) donne aux malgache de plus de 10 ans jamais scolarisés ou déscolarisés, une formation de 10 mois leur permettant d'assimiler l'essentiel du programme et de se présenter au CEPE (entrée au collège)

Pour 2005-2009 le PCMSNU vise l'alphabétisation et l'éducation des adultes.

## Economie

Malgré des atouts certains pour figurer parmi les pays riches, Madagascar a toujours vu ses profits s'engloutir suite à sécheresse, cyclones, destruction de l'environnement, corruption ou croissance démographique effrénée.

Le franc malgache est une monnaie faible, ainsi que l'Ariary, la nouvelle monnaie officielle (1€=12500fmg=2500Ar) est elle subit l'inflation. La hausse des prix est devenue inévitable.

L'essence et le gasoil n'arrêtent pas de subir des hausses qui se répercutent sur l'ensemble des autres produits, notamment le riz. Globalement les familles n'ont pas les moyens d'acheter viandes ou volaille qui sont des produits de luxe.

Pour indication

- tomates : 2500 fmg/kg
- concombre : 2000 fmg/kg
- oignons : 3000 fmg/kg
- pomme de terre : 1500 fmg/kg
- carottes : 3500 fmg/kg
- haricots verts : 4000 fmg/kg
- navet : 3000 fmg/kg
- poireau : 2500 fmg/kg

- flageolet : 1500 fmg/kg
- salade : 750 fmg pièce
- brède : 500 fmg le tas
- Bœuf : 18 000 fmg/kg
- Porc : 20 000 fmg/kg
- Saucisse : 24 000 fmg/kg
- Viande hachée : 16 000 fmg/kg
- Poulet de chair : 24 000 fmg/kg
- Tilapia : 25 000 fmg/kg
- Anguille : 40 000 fmg/kg

- Agriculture (78 % de la population active)

Madagascar est un pays essentiellement agricole. Les techniques culturelles traditionnelles persistent par tradition, malgré les tentatives de modernisation exogènes afin d'améliorer le rendement.

- **Riziculture** : Dans les hautes terres, c'est la principale activité. Madagascar est le 1<sup>er</sup> pays consommateur de riz, mais son riz de bonne qualité est en partie exporté pour en racheter du moins cher. 80 à 85 % de la production sont réservés à l'auto subsistance. La vente de riz rapporte environ 250 000 Fmg par récolte (20 €) par récolte. Cet argent sert à l'achat de vêtements et d'engrais pour la préparation de la prochaine saison de riz.

- Thé
- Epices
- Autres : manioc, patate douce, taro, pois de terre, arachide, maïs, haricots, banane, canne à sucre, pomme de terre, fruits, élevage de bovins, porcins, volailles, fromages.

- Artisanat

Vannerie notamment, papier antemoro, bois et marqueterie, corne de zébu, textile (lamba en soie)

## **IV. En amont du projet...**

Premier contact avec le pays, cette mission était avant tout une mission de découverte, de rencontre, d'évaluation des besoins locaux et de construction de réseau de compétences et de connaissances. Elle était aussi l'occasion pour nous de nous impliquer dans le cadre d'un projet concret.

Au-delà de l'aide matérielle que nous avons apportée, notre projet s'inscrit dans le cadre d'une véritable rencontre humaine, d'un projet de partage de nos cultures respectives et de notre savoir-faire, de la découverte de la vie locale de la jeunesse de ce pays.

Nos priorités étaient la découverte du pays et la mise en place de relation de confiance avec les associations et autorités malgaches. Il est très important que l'on suive la « voie hiérarchique » pour légitimer notre intervention vis-à-vis de la population et faciliter ainsi nos démarches. Le projet est mieux perçu, et de plus il est ainsi en accord avec la politique de la commune/région.

Nous avons donc essayé au maximum de faire un état des lieux du fonctionnement du pays, des coutumes malgaches, des principaux problèmes du pays, ainsi que des associations déjà en place et leurs actions ; afin de nous créer un réseau de connaissances et de compétences fiable.

Nos travaux sur le collège étaient donc une occasion pour nous de "prendre la température " et d'effectuer une " anamnèse " des problèmes locaux lors de nos visites à différents contacts ou associations. Nous cherchons avant tout à construire quelque chose de pérenne. Toute grande randonnée commence par un premier pas, premier pas qu'il ne vaut mieux pas faire tête baissée... Il s'agit pour nous de stimuler l'autonomie, de ne pas accoutumer les habitants à notre aide, ne pas les rendre dépendants, mais de solliciter et développer chez eux leurs propres compétences leur propres ressources, pour au final ne plus avoir à intervenir. Nous voulons donc être et rester un bon "catalyseur" du développement local afin de ne pas troubler les équilibres en place.

Notre action globale sur l'île de Madagascar se déroulera sur du moyen/long terme (bien faire les choses, cela prends du temps) mais n'a pas vocation à durer éternellement. Elle se découpe en trois grandes phases.

## Phase initiale

Elle a fait l'essentiel de notre voyage de cette année, comportant une période exploratoire (analyse des demandes, identification des acteurs et des réseaux d'influence locaux, détermination des valeurs partagées...).

En nous impliquant cette année dans un projet "neutre" par rapport à la politique de santé publique malgache, nous nous donnons l'opportunité de croiser les informations, de rechercher et vérifier sur le terrain les actions les plus adaptées, les plus urgentes, les plus faisables... Ceci va aussi nous permettre d'avoir un point de vue plus réaliste sur les difficultés sociales et d'accès aux soins des habitants ainsi que leur perception de la maladie, et du rapport médecin / malade, l'influence de leur culture sur ces composantes, mais aussi sur les rapports des forces en présence, les jeux de pouvoirs et de réseau... Nous savons en revanche que ce but se redéfinira à chaque pas que nous ferons, et qu'il faudra se remettre en question et réévaluer nos objectifs en permanence.

- Phase de réalisation

Elle a commencée l'année dernière et se poursuivra cette année encore. Cette phase sera la plus longue, elle s'effectuera par différents cycles d'actions (projets annuels), chacun correspondant à la réalisation d'une étape significative de notre aide sur place (par exemple pour ce collège, plusieurs chantiers, construction de plusieurs bâtiments).

- Phase de désengagement

Progressivement, notre association se retirera et s'axera sur la transmission de notre savoir faire aux acteurs locaux, vers les individus qui deviendront ensuite les propres acteurs de leur développement. Nous comptons établir un suivi de nos actions en ce sens, et notre engagement sur plusieurs années nous permettra d'avoir accès à plusieurs sources fiables d'information. Ainsi nous espérons créer une dynamique locale durable.

L'accueil de la population était très chaleureux, mais bien souvent les malgaches habitués à une aide les maintenant dans un état de dépendance restent très, voir trop demandeurs et attendent beaucoup des ressources externes que nous pouvons leur apporter. Mal habitués par des années de colonialisme, beaucoup ne pensent pas être capables de s'en sortir par eux-mêmes, et pensent que la solution ne peut être qu'exogène. Pour que notre projet fonctionne et soit durable, il est

indispensable qu'il soit initié via une dynamique locale, endogène. Nous ne devons être que partenaires de leur initiative. La population doit vraiment être impliquée dans la gestion, il faut donc leur apprendre à s'en sortir par eux-mêmes. Le plus dur est peut être de les persuader qu'ils en sont capables.

## **V. Le collège EPIS**

### **1) Bilan de la mission 2005**



**Rappel du projet :** (voir notre plaquette 2005)

- **L'association E.P.I.S.**

"Enseignants pour la Promotion Intellectuelle de Sahambavy" est une association amie de l'association AME, engagée dans toutes les questions sociales de la région, notamment l'enseignement (apport matériel et financier) et la santé (faciliter l'accès aux soins et aux médicaments, transport des malades à l'état grave). L'association est composée d'enseignants, de médecins, de commerçants, d'agriculteurs, d'éleveurs... Notre contact est Mr Gérard, président d'honneur (C/R Sahambavy, Fianarantsoa II) ainsi que Cendrine Lambert, infirmière expatriée membre de l'association.

- **Le collège E.P.I.S.**

Le collège E.P.I.S. se situe dans la commune de Sahambavy, dans le district de Fianarantsoa II (à environ 20 km). C'est un collège privé, les cours y sont dispensés en français. Il a ouvert en septembre 2004 sur le

seul apport financier des 9 enseignants, qui sont ainsi quasi bénévoles. Ils sont en effet payés 100 000 FMG, soit la moitié du SMIC malgache. Cet argent provient seulement des frais d'écolage des enfants. L'ouverture a été encouragée, financièrement et matériellement, par la commune, la SIDEXAM (entreprise de thé), Le Lac Hotel, des ONG, le CSB, des fonctionnaires, et les commerçants.

- **La situation en 2005 :**

Le nombre d'écoles primaires a récemment augmenté dans la commune, passant à 7 EPP (écoles primaires publiques) et 13 écoles primaires privées, mais la commune ne possédait toujours qu'un seul collège d'Enseignement Général Public, qui n'accueille que 50 nouveaux 6<sup>ème</sup> par an.

Le nombre d'enfants admis au collège augmente, mais les  $\frac{3}{4}$  restent chez eux pour aider leurs parents aux champs, car les frais d'écolage sont très élevés. Le collège EPIS les accepte quand même et fait " avec les moyens du bord " pour donner une éducation aux enfants, ce qui est le plus important pour les professeurs. Avant notre arrivée il se composait de 3 salles : une salle de 6m sur 2,5 accueillant une classe de 6ème de 79 élèves , une salle accueillant une classe de 5ème accueillant 25 élèves, une bibliothèque, les classes de 3èmes et 4èmes n'ont pas encore pu ouvrir... Des enfants étaient refusés faute de place.

Notre projet, en accord avec les souhaits du collège était de réhabiliter le premier bâtiment de 8m sur 8 (c'est-à-dire agrandir la salle des 6ème en cassant le mur qui sépare la salle en 2 et de " récupérer " la partie actuellement bibliothèque.) Nous agrandirions ensuite le bâtiment lui-même en multipliant sa surface par 4. Cette expansion accueillerait 2 plus petites classes de 6ème, une classe de 5ème, la nouvelle bibliothèque ainsi qu'une autre classe composée des enfants actuellement refusés. Il était également prévu d'agrandir la première salle et la remettre en état.

- **Nos objectifs de terrain à court terme étaient:**

**Augmenter le taux de scolarisation** en enseignement secondaire, **normaliser les effectifs par classes, améliorer le suivi des élèves** par les enseignants. Il est important de constater les actions déjà réalisées, et l'argent déjà investi par l'association E.P.I.S. et de voir que notre aide s'inscrit dans une dynamique locale déjà mise en route.

- **Notre action sur place :**

L'argent que nous avons apporté a été déposé sur un compte à la TIAVO (banque locale) de Sahambavy. Une double signature de Gérard, notre contact principal, et de Lucien, le directeur du collège, a été mise, afin d'empêcher les dérives.

Après des débuts excellents (bonnes relations, avancée rapide des travaux, compte rendu d'activité et d'utilisation de l'argent...) Gérard constate des zones douteuses sur les comptes rendus d'utilisation de l'argent (nourriture facturée en double etc.). Juste après, nous recevons une lettre de Lucien nous demandant de débloquer l'argent du compte, bloqué par la signature de Gérard, car celui tramerait un complot pour détourner l'argent. (Lucien se retrouverait donc seul signataire...) Il se revendique propriétaire de ce collège (car les travaux se font sur son terrain), et nie l'existence d'une quelconque association dans le projet.

Nous organisons plusieurs réunions avec EPIS pour éclaircir les choses, réunions auxquelles Lucien est convié mais ne vient pas. Une dernière réunion est organisée avec nous, EPIS, et les parents d'élèves.

Nous ne voulons pas intervenir dans leur organisation interne car c'est à eux de gérer la situation, mais nous décidons que tant que la situation ne sera pas éclaircie, et que nous ne pourrons pas avoir confiance, l'argent restera bloqué.

A ce moment, 7 millions de FMG (1 400 000 Ariary) sur les 43 millions FMG (8 600 000 Ariary) avaient été sortis pour aboutir ... nulle part si ce n'est dans la bourse de ce fameux Directeur Félicien, dit Lucien.

- **Après notre départ** (d'après les correspondances avec nos différents contacts...)

L'ensemble du corps professoral a alors démissionné, désavouant leur Directeur.

Une assemblée générale extraordinaire a été tenue, destituant Lucien comme président de l'association et nommant un nouveau bureau.

Le Maire de Sahambavy, lui aussi, a pris partie pour la bonne cause et tenté de ramener Lucien à la raison.

La justice a été saisie, et, contrairement aux habitudes du pays (mora mora) a agit très vite.

Lucien, sous conciliation d'un huissier, a signé un écrit promettant de restituer, mobilier, manuels scolaires, et fonds appartenant à l'association.

Le soir même, il réfutait sa signature, mais la justice suivait son cours.

Pour corser l'ensemble, il faut préciser que Lucien tient aussi la succursale bancaire de Sahambavy où est déposé l'argent et que, malgré qu'il ne soit plus président et n'ait plus la signature, a continué à bloquer l'argent !

Il a fallu attendre que les diverses signatures soient apposées afin de réellement appliquer la décision de justice, ce qui n'était pas facile en cette période de vacances.

Le Directeur de la banque, lui aussi en vacances, n'a pas pu tout de suite lever l'abus de pouvoir de Lucien (qui a provoqué probablement son licenciement).

Dans le même temps, Gérard a cherché une solution alternative, car il n'était plus question de bénéficiaire du bâtiment de Lucien et de mettre en place le projet initial.

Il a trouvé assez rapidement un grand local, dans un lieu magnifique, au bord d'un lac.

Ce bâtiment appartient aux Luthériens qui l'avaient construit il y a des années dans le but de faire une église au rez de chaussée. Le bâtiment est solide et couvert et possède un premier étage permettant de faire 4 classes : 2 grandes et 2 moins importantes.

Gérard a pu, avec l'association, négocier un bail gratuit pour 3 ans, avec en contrepartie, la finition des travaux sur le bâtiment qui était inachevé. (portes et fenêtres, garde corps au balcon, dallage et enduit, murs de séparation, latrines...)



Le rez de chaussée, composé de cette grande salle et de 2 petites pièces qui serviront de bureaux pour le Directeur et la Secrétaire, pourra servir de salle couverte de sport ou autres activités style centre aéré.

Il restera disponible dans un premier temps

Mais le 13 août, même si ce bâtiment, bien mieux que les locaux précédents, était trouvé, la situation était toujours bloquée.

Une première visite, à cette date, a permis de rencontrer l'ensemble de l'équipe pédagogique et de lancer les travaux, en anticipant un peu le déblocage financier.

La rentrée est en effet prévue le 29 août, et il ne restait que 2 semaines pour monter des murs et séparer les classes, fabriquer des bancs et des tables complémentaires (les inscriptions en étaient à 150 élèves pour 85 l'année précédente), débroussailler le terrain, construire les latrines, etc.

La semaine suivante, le 20 août, les murs étaient presque finis, le terrain débroussaillé, les latrines creusées, les bancs réalisés et les tables en cours.



La construction d'un mur pour séparer 2 des 4 classes. Une porte au fond permettra de rentrer dans la 2<sup>ème</sup> classe, les récréations étant en même temps.

Les fenêtres seront dans un premier temps fermées par des volets, en attendant la disponibilité de « vraies » fenêtres

Il restait néanmoins à récupérer les tables et bains restés chez Lucien, ainsi que les manuels scolaires ...

Le mur terminé entre la 3<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> classe. Des nattes viendront clore le plafond, ... en attendant le tableau noir et le mobilier ...



Le vécé gasy (WC malgache) est constitué d'un grand trou de plus de 4 m de profondeur, avec un plancher ajouré.

L'ajout régulier de couches de cendres et de terre permet de maintenir une relative propreté et limiter les odeurs ...

Un habillage de bois et de feuille contribue à conserver une certaine intimité, et la plantation d'une haie vive autour des latrines permet de masquer ce lieu dans le site

Au premier plan, Gérard, relais de l'ADAH à Sahambavy.



Le 20 août, à la veille d'une journée porte ouverte organisée par l'association EPIS, il y avait 185 élèves inscrits, ... malgré la contre publicité faite par Lucien ...

Les tables de classe et les bancs sont fabriqués à partir de bois local.



Une table et un banc sont prévus pour 4 élèves

Mais, compte tenu des 200 inscrits espérés, il fallait à tout prix récupérer le mobilier de l'ancienne école.

Une partie de l'équipe pédagogique devant les travaux



Le jour de la rentrée, le 30 août, il y avait 220 élèves (car il a fallu stopper les inscriptions ...) qui avaient tous leurs manuels scolaires, 3 cahiers et des stylos, et qui ont pu s'asseoir dans leurs nouvelles classes devant le tableau noir fraîchement peint.

160 parents d'élèves se sont rendus à l'Assemblée Générale d'EPIS le 28/10/2005. Les élèves sont répartis en 2 classes de 6<sup>ème</sup>, une classe de 5<sup>ème</sup> et une classe de 4<sup>ème</sup> / 3<sup>ème</sup>. 9 professeurs assurent les cours quasi gratuitement.

L'association EPIS nous a fait parvenir un rapport financier définitif (voir annexe). Il ne leur reste actuellement, après travaux, que 600 FMG (soit environ 50 cents...). Ils ont également compté dans leur budget l'achat d'un nouveau terrain proche des bâtiments des luthériens, mais ce terrain n'est pas encore acheté.

## **2) Projet 2006**

Notre mission d'exploration de 2005 nous a permis de constater les besoins locaux, de rencontrer l'association EPIS et de les aider à assurer la rentrée en août 2005. Ils nous ont ensuite fait parvenir un bilan ainsi qu'un projet d'agrandissement du collège, avec construction d'une cantine scolaire.

Notre objectif général est de permettre au maximum d'enfants de la commune d'accéder à l'enseignement secondaire. En effet l'éducation nous semble être la base du développement d'un pays, permettant par la suite d'avoir un métier, un revenu régulier et ainsi un meilleur niveau de vie (éducation des enfants, accès aux soins de base, logement décent...)

L'association EPIS nous a fait parvenir un descriptif de leur projet ainsi qu'un devis. Par contact régulier ils nous ont également appris que les devis fournis avaient augmenté de 25% depuis l'été dernier. (voir annexe)

Comme l'année dernière, ces travaux seront réalisés par des ouvriers spécialisés de la commune afin de favoriser l'économie et le travail local, et de garantir un bâtiment de qualité.

Afin d'éviter les problèmes de l'année dernière, des réunions seront organisés régulièrement avec l'association EPIS pour suivre les travaux, et une double signature sera appliquée sur le compte.

L'association EPIS continue de chercher d'autres subventions au niveau local : collecte des parents, partenariat avec les entreprises etc. ; car nous ne sommes pour l'instant pas sûrs de pouvoir financer la totalité des travaux.

### 3) Suivi, projets et objectifs à long terme

Notre objectif à long terme est d'aboutir à l'autonomie du collège et son intégration dans le système éducatif national, afin que l'ADAH puisse se désengager progressivement du projet.

Pour cela différentes options sont envisageables.

- la responsable de la circonscription scolaire, Mme Aurélie RAZAFINJATO, est déjà en contact avec le collège afin d'assurer sa reconnaissance par le ministère.
- Un jumelage avec le collège de Chevigny Saint Sauveur est mis en place dès cette année. Il consistera certainement en une correspondance scolaire et des échanges culturels ainsi que des actions de récoltes de fonds organisées par le collège français.
- Nous allons essayer de voir si le partenariat entrepris l'année dernière avec la SIDEXAM (entreprise de thé) et le Lac Hotel peut se pérenniser sous la forme d'alphabétisation des adultes (employés des entreprises) en échange d'une participation financière au fonctionnement du collège. Ce partenariat, s'il fonctionne, pourra éventuellement s'étendre à d'autres entreprises.
- Nous allons évaluer cet été la possibilité de mettre en place un collège agricole, par exemple en formation par alternance.

En effet, malgré la possibilité offerte aux enfants de suivre un enseignement secondaire, peu d'entre eux auront la possibilité d'aller ensuite au lycée voire plus loin. Dans ce pays, 70% de la population travaille dans l'agriculture, et beaucoup de ces enfants seront amenés à reprendre la suite de leurs parents. Malheureusement, beaucoup de jeunes quittent leur village en espérant faire fortune à la ville et s'entassent dans des bidonvilles à la périphérie.

L'agriculture étant la base du développement de ce pays, nous pensons qu'offrir une formation agricole spécifique à ces enfants permettra de limiter l'exode rural, et également améliorer la productivité à court et long terme. En effet les agriculteurs n'ont pour l'instant aucune formation particulière et la formation des enfants leur permettra dans un premier temps d'appliquer leurs acquis dans l'exploitation familiale avant d'avoir la leur.

Nous nous renseignons actuellement en coopération avec l'AFDI (voir plus loin) sur le modèle des Maisons Familiales Rurales en France et également sur ce qui se fait déjà à Madagascar.

- Dans le cadre de ce collège agricole, le collège pourrait également acheter une parcelle de terrain où les élèves feraient leurs travaux pratiques. Ce terrain leur permettrait de cultiver autre chose que du riz. En effet à Madagascar, et notamment sur les hauts plateaux, le riz est la principale forme d'agriculture et de nourriture. Cela engendre des carences alimentaires responsables de malnutrition et de problèmes de santé.

Une fois la cantine mise en place, ces productions pourraient être utilisées pour les repas des enfants, leur donnant ainsi une nourriture plus équilibrée.

- Nous étudierons également la mise en place d'une coopérative agricole sur le modèle des Greniers Communautaires Villageois qui se font déjà sur d'autres communes, avec mise en commun d'une partie des récoltes afin de jouer sur le cours du riz. En effet entre la période de récolte et la période de soudure le prix du riz passe du simple au double. Ceci les aiderait ainsi à réguler leur consommation entre 2 récoltes. En effet les malgaches ont tendance à épuiser les stocks très rapidement après les récoltes sans faire de réserve et se retrouvent ainsi dans l'obligation d'acheter le riz au prix fort pendant la période de soudure.

Pour tous ces projets, nous sommes en relation avec l'AFDI (Agriculteurs Français pour le Développement International). Leur équipe de Côte d'Or agit justement dans la région de Fianarantsoa.

Il nous reste encore plusieurs points à éclaircir pour permettre la mise en place de ces projets, et une partie de notre mission de cet été, et même avant, sera de trouver des réponses.

- les 9 professeurs, payés 100 000 FMG (la moitié du SMIC malgache) par mois continueront-ils d'exercer avec ce salaire si ils ne trouvent pas d'autres sources de financement ?
- quel est leur objectif à long terme ? L'association EPIS a-t-elle pour ambition d'accueillir tous les élèves refusés au collège public, soit plus de 400 nouveaux élèves par an ? Si c'est le cas, 9 professeurs seront-ils suffisant ? Pour l'instant ils ne se sont pas posé la question, espérant accueillir le plus d'élèves possible. Nous en parlerons avec eux, afin de définir des objectifs communs les plus réalistes possible.
- Leur bâtiment actuel appartient toujours à l'Eglise Luthérienne, qui leur a fait un bail de 3 ans. Où en sont les

négociations avec l'Eglise sur ce bail, et qu'est-il prévu de faire si ce bail n'est pas renouvelé ? Est-il possible de racheter le terrain aux Luthériens ? Ou est-il prévu de reconstruire les bâtiments définitifs sur des terrains appartenant à l'association ? (sachant que la construction de cette année se fera sur un terrain appartenant à l'association).

- Nous nous renseignons également sur tous les projets en collaboration avec l'AFDI : quels conditions sont nécessaires à la mise en place d'un collège agricole et sa reconnaissance par le ministère ? le modèle des Maisons Familiales Rurales est-il applicable ?

Bien sûr, toutes ces hypothèses sont le fruit de nos réflexions entre nous, ainsi qu'avec les volontaires de l'AFDI, Cendrine et Gérard (nos principaux contacts et membres de l'association EPIS). Il faudra que nous en parlions avec tous les membres d'EPIS ainsi qu'avec les parents d'élèves cet été afin de choisir les solutions appropriées, en accord avec le contexte socio-culturel.

Il est prévu de signer une convention définissant les engagements et les objectifs des 2 associations à court, moyen et long terme.

## **VI. L' Hopital d'Ambohimahaso**

### **1) Bilan de la mission 2005**

Nous avons été mis très tôt en relation avec le Dr. Ruphin RANDRIANIRALMY, Médecin inspecteur du district d'Ambohimahaso, par l'intermédiaire de David Parmentier, volontaire de l'AFVP avec qui nous avons également beaucoup échangé.

Nous avons effectué 2 séjours de quelques jours au CHD d'Ambohimahaso, ainsi que dans les CSB de Camp Robin et Vohiposa.

Le Dr Ruphin nous a parlé du problème de formation du personnel médical, et aimerait beaucoup pouvoir envoyer médecins et paramédicaux se former en France. Nous avons du lui faire comprendre que ce n'était pas possible à notre niveau de payer le voyage et la formation de personnel en France...

Nous avons pu également parler avec les Dr. Nivo et Helisoa, médecins à la maternité, et au total nous avons retenir les besoins suivants :

- Rénovation et réhabilitation des conduites du système d'alimentation en eau courante du CHD (l'absence d'eau courante est en effet un des problèmes majeurs...). Le médecin chef du CHD a déjà fait réaliser des devis, qui ne paraissent pas très élevés.

- réfection du bâtiment des tuberculeux. Le bâtiment est en effet dans un état déplorable, mais la priorité du gouvernement est à l'intégration des tuberculeux, et donc aucun fond n'est débloqué pour cette réfection.

- Besoin de matériel médical : échographie, et matériel de réa néonatale. Le don d'un appareil d'échographie est peut être possible, mais il est indispensable de former le personnel à son utilisation. Est-il possible d'emmener une sage femme compétente dans ce domaine avec nous pour former les médecins et sages femmes locales? Des élèves sage femmes ? Et le matériel serait-il remplaçable sur place ?

De plus les Dr Nivo et Helisoa nous ont exprimé leur souhait de créer une salle de réanimation néonatale, après avoir suivi un stage au CHU d'Antananarivo. La salle est déjà prête, et les médecins ont profité de notre présence pour nous demander conseil sur la marche à suivre : comment installer une couveuse, de l'oxygène ?

Malheureusement le Centre Hospitalier ne possède aucune arrivée d'oxygène d'air ou de vide ; et même le CHRP de Fianarantsoa ne dispose pas d'un service de réa de ce genre... Cette action ne nous a donc pas paru ni judicieuse, ni à notre niveau...



*la salle de travail du CHD*

Nous avons donc retenu le projet de réhabilitation des conduites du système d'alimentation en eau courante. (voir devis ci-joint) Nous espérons pouvoir cette année encore être accueillis au sein du CHD et des CSB afin de découvrir les pratiques médicales en brousse.

Nous avons pu l'année dernière apprendre énormément au niveau des pathologies et des pratiques médicales du pays. Nous avons pu notamment assister à plusieurs accouchements et même en pratiquer nous même, avec l'aide de la sage femme.

Nous espérons pouvoir poser les bases d'un projet pour l'année prochaine : une sage femme enseignant les techniques de l'échographie à Dijon serait d'accord pour partir avec nous l'été 2007 afin d'organiser des sessions de formations des médecins et sages femmes du district. Nous attendons de voir si nous pourrions fournir et transporter un appareil au CHD d'Ambohimahaso.

## **VII. Nos autres projets**

### **1) Rencontre avec le Dr. Josephson BAKOLY, Directrice Régionale de la Santé et du Planning Familial (Région Haute Matsiatra)**

Nous avons pu rencontrer le Dr. BAKOLY à plusieurs reprises. Elle semblait très intéressée pour travailler avec nous.

Elle nous a fait part d'une directive du Ministère de la Santé pour remettre aux normes tous les CSB. Les fonds débloqués sont bien sûr insuffisants voir inexistantes.

Nous avons choisi de travailler avec le district de Fianarantsoa II pour plusieurs raisons :

- Il fait bien commencer quelque part...
- nous travaillerons donc dans des villages de brousse, qui ont plus de besoins
- nous ne serons pas trop éloignés de Fianarantsoa, et les villages seront faciles d'accès, proche de la Nationale 7

Nous avons donc pu rencontrer le Médecin Chef du district de Fianarantsoa II, le Dr RAKOTONANTOANINA Jacques (Imandry Ambony Anjome)

Nous avons fait une présélection de 4 CSB en fonction de leurs conditions d'accès : les CSB de Alakamisy Ambohimaha, Soindrana, Taindambo, et Andranovoribato ; et demandé des devis pour les travaux de ces 4 dispensaires.

A la fin de notre séjour, nous n'avons pu récupérer que le devis des travaux de Alakamisy Ambohimaha, ainsi que les plans des bâtiments. Nous nous concentrerons donc sur cette commune.

Mais nous n'avons pas eu l'occasion cet été de nous y rendre, ni de rencontrer les responsables du dispensaire. De plus le devis qui a été fait ne nous permet pas de nous engager sur ce projet en plus des autres. Il est donc prévu de consolider les bases de ce projet en nous rendant sur place, en objectivant les besoins, en rencontrant les responsables (maire, médecin etc.) et poser les bases d'une convention.

## **2) Rencontre avec Mme Aurélie RAZAFINJATO, responsable de la Circonscription SCOLAIRE de Fianarantsoa II**

Nous avons pu rencontrer Mme Aurélie lorsque nous avons voulu nous renseigner sur les problèmes en matière d'éducation dans la région.

Elle a sélectionné pour nous les projets qui lui semblaient prioritaires.

Nous nous sommes rendus dans la commune de Vohibato Ouest ensemble.

Depuis novembre 2003 Vohibato Ouest est séparé de la commune d'Alakamisy Itenina, et a obtenu le statut de commune à part entière. Elle possède 4 fokontany. En tant que commune, Vohibato Ouest doit officiellement posséder au moins 1 école par fokontany, un établissement d'enseignement secondaire, ainsi qu'un CSB.

Les fonds n'ont bien sûr pas été débloqués pour ces réalisations, et les consignes du ministère ont seulement été de trouver des partenariats...

La commune ne compte pour l'instant ni CSB ni collège d'enseignement secondaire, et les différentes écoles que nous avons pu visiter avec le responsable CISCO et le chef ZAP (Zone d'Action Pédagogique), représentant le maire, ne sont souvent composées que d'une seule ou 2 salles, en terre battue et toit en paille.

Les cyclones ayant frappé le pays il y a quelques années ont causé de grands dégâts sur les bâtiments, qui n'ont jamais été reconstruits ou rénovés.

Nous avons pu voir les écoles d'Amby (le chef lieu), d'Ambalatanifotsy (fokontany de Sahavola) et d'Ambalakinana (fokontany d'Ambohimamarivo).

*Ecole d'Amby :*



*Le premier bâtiment, en construction par les parents d'élèves, et le bâtiment central, en bon état.*

*Le troisième bâtiment...*



*Ecole de Ambalatanifotsy :*



*Il ne reste qu'un bâtiment debout après le passage du cyclone...*

*Ecole de Ambalakinana :*



Nous avons décidé de nous concentrer sur l'école d'Amby, afin de poursuivre sur la lancée des villageois qui ont déjà commencé des travaux bénévolement (en fabriquant eux même les briques). Pour l'instant dans cette école, une partie des cours se fait chez les habitants qui prêtent leur logement pour la classe.

Nous avons néanmoins demandé des devis pour chacune, ainsi que des renseignements sur la commune (nombre d'habitants, d'enfants scolarisés, scolarisable etc...)

Nous avons été très satisfait de nos premiers contacts avec cette commune, puisque nous avons eu tous les documents demandés, et même plus, dans les jours suivant notre visite. Mme Aurélie ainsi que les villageois se disent prêt à prendre en charge la fin des travaux, en contre partie de notre participation.

Les devis sont très élevés, même après contre expertise. Ils auraient même augmenté de 25%. De la même manière, nous ne pouvons pas assurer ce projet cette année. Nous consoliderons les bases du projet en essayant de les aider à trouver d'autres sources de financement (entreprise de la région etc.) et en signant une convention sur plusieurs années (réfections des 3 écoles, collège, CSB ?)

### **3) Rencontre avec Sœur Jacqueline, de l'école Ratsimba Pierre**

Sœur Jacqueline, qui nous a été présentée par Cendrine Lambert, s'occupe d'une école privée prenant en charge 350 enfants, de la maternelle au CM2 dont 2 classes spécialisées pour enfants handicapés, qui sont généralement rejetés par cette société, et même souvent par leur famille qui n'ont pas les moyens de les prendre en charge...



Une vingtaine de ces enfants n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité, comme la petite Sylvie Anna, qui après avoir eu son certificat d'étude avec 18 de moyenne à la fin de sa primaire, ne peut poursuivre au collège car les prix sont trop élevés pour sa famille...

Sœur Jacqueline essaie donc de mettre en place une opération de parrainage. Nous allons essayer de l'aider.

Les frais généraux de scolarité pour un enfant en primaire sont de 95000 Fmg, puis de 20000 Fmg par mois (sachant qu'il y a 10 mois de scolarisation) soit un total de 295 000 Fmg par an (soit environ 24€ par an).

Pour les enfants au collège ces frais s'élèvent à 450 000 Fmg, soit 48€ par an.

Ces frais sont peu élevés et pourraient correspondre aux budgets des étudiants, qui sont notre principal public. Au fil des ans, si nous voyons que ce programme marche, et en fonction des envies et possibilités des parrains, nous pourrions faire évoluer ce parrainage en prenant en charge d'autres frais, ou en offrant d'autres possibilités aux enfants.

Il peut être également intéressant que le parrainage ne prenne pas en charge la totalité des frais de scolarité, afin que les parents restent un minimum impliqués dans l'éducation de leurs enfants, et que l'école ne soit pas une « garderie gratuite ».



#### 4) Rencontre avec Antoine Penisson, de l'association Cœur Malgache

Cette association fondée par un français a pour but de réinsérer les personnes en leur offrant une formation convenable et un emploi correctement rémunéré, afin qu'ils deviennent autonomes et subviennent seuls à leurs besoins.

Après avoir monté un atelier de fromagerie, un atelier de broderie et un atelier de guides touristiques, le tout permettant à 26 personnes de vivre, Cœur Malgache aimerait monter une opération de parrainage de lycéens du lycée public de Fianarantsoa (cours de soutien, formation aux bases de l'informatique, initiation aux premiers secours...) afin d'aider ces jeunes dans leur recherche d'emploi ou dans la suite de leurs études au sortir du lycée.

Nous avons décidé de soutenir l'opération Familles Marraines de Cœur Malgache, en étant association relais en France dans la recherche de familles...

### VIII. Nos actions en France

#### 1) Formations/Préparation

Afin d'accomplir ces actions du mieux que nous pouvons, nous sommes conscients d'avoir un devoir de formation et de réflexion, sur le pays dans lequel nous agissons, ainsi que sur les problématiques liées à la solidarité internationale.

C'est pourquoi l'ADAH organise des rencontres au niveau local et encourage ses membres à participer à des rencontres nationales.

- Conférence sur le Développement durable agricole par l'AFDI (Agriculteurs Français pour le Développement International)

Nous avons rencontré Luc Digonnet, coordinateur Bourgogne Franche Comté de l'AFDI, à l'occasion des rencontres de la Solidarité Internationale du Conseil Régional de Bourgogne. Après avoir discuté un peu avec, il a accepté de venir faire une conférence au sein de notre association.

L'AFDI est une ONG regroupant des agriculteurs français agissant pour les agriculteurs des pays du Sud, en les aidant à monter des

regroupements et à faire valoir leurs droits. Leur objectif est de revaloriser la fonction paysanne.

De plus l'AFDI 21 travaille dans la région de Fianarantsoa, et s'intéresse aux projets de formation agricole.

Luc nous a présenté son association et ses actions, et nous a également présenté Madagascar et notamment la région de Fianarantsoa. Nous avons ensuite longuement parlé de la culture du pays, notamment le milieu agricole et les traditions qui y sont liées, ainsi que l'état d'esprit dans lequel aborder notre voyage et nos projets.

Il nous a encouragé dans nos projets de coopérative agricole, d'alphabétisation des adultes et de formation agricole des enfants, tout en nous prévenant qu'il est important que nos idées soient acceptées par les Malgaches et qu'ils se les approprient afin d'assurer la pérennité du projet. Si nous apportons nos idées toutes faites sans les adapter à leur culture, il est évident que le projet ne fonctionnera pas à long terme.

Il a également insisté sur l'importance de la diversification alimentaire pour la santé des enfants, fait qu'il a observé dans de nombreux pays africains au cours des missions avec l'AFDI. Par conséquent il nous encourage à mener des actions dans ce sens, comme notre projet de formation des enfants à une agriculture diversifiée. Ces récoltes pourront être utilisées au sein de la cantine scolaire.

- **Conférence sur le commerce équitable**

Max Havelaar et Artisans Du Monde sont intervenus au sein de l'ADAH pour nous expliquer les fondements du commerce équitable, et l'importance « d'agir sur les mentalités au Nord pour que ça change au Sud ».

Nous allons participer avec eux à la Semaine Etudiante du commerce équitable en organisant une dégustation de café et de thé équitables au RU. Nous avons également décidé de vendre de la bière à la banane équitable lors de notre festival du mois d'avril.

Artisans Du Monde va aussi nous fournir certains outils pour nos actions d'éducation au développement.

- **Préparation au départ**

L'ENSBANA (Ecole Nationale Supérieure de Biologie Appliquée à la Nutrition et à l'Alimentation) organise une réunion de préparation au départ en Afrique animée entre autre par l'AFDI. Des étudiants de cette école y effectuent chaque année un stage dans le cadre de leur formation.

Nous y participerons afin d'être bien préparés aux conditions de vie locales. (voir programme en annexe)

- **Participation à différents congrès**

Plusieurs membres de l'association se sont rendus à des rencontres nationales (Agence des micro projets de la Guilde du Raid, Etudiants et Développement, Starting Block), afin de se former auprès de professionnels et partager nos expériences avec d'autres associations de solidarité internationale. Ces membres ont ensuite fait redescendre l'information auprès de l'association par le biais de compte rendus et de formations au niveau local.

- **Expérience des anciens membres**

La transmission du savoir et de l'expérience des membres déjà partis est essentielle pour bien se préparer au voyage, et pour un bon suivi des projets. Ceux-ci font donc régulièrement des présentations et des exposés sur les projets précédents, sur les pays dans lesquels nous agissons et leurs cultures ; ainsi que des conseils pour préparer notre voyage (prévention paludisme etc.).

- **Jeux de rôles**

Nous faisons régulièrement des jeux de rôles au sein de l'association (collectés au cours des différents congrès ou grâce à des associations spécialisées : par exemple Afric'impact). Cela nous permet d'être davantage conscients des réalités du pays.

- **Réflexion/Ethique**

Les membres de l'ADAH ont réfléchi à partir de différents documents, dont la charte d'éthique humanitaire de l'étudiant en médecine de l'ANEMF, est ont élaboré la propre charte d'éthique de l'ADAH, que vous trouverez en annexe.

## **2) Nos actions culturelles/Sensibilisation**

Nous avons aussi un rôle de relais culturel, notamment sur le campus. Nous organisons donc des manifestations afin de faire connaître notre association et de sensibiliser le public à la culture africaine et à la solidarité internationale.

- **Expo/Vente**

Les différentes manifestations auxquelles nous participons nous permettent d'exposer les photos de nos différents projets ainsi que l'artisanat africain, que nous vendons par la même occasion.

- **Expo photo de Pierrot Men**

Pierrot Men est un photographe malgache de renommée internationale originaire de Fianarantsoa. Nous l'avons rencontré et avons été immédiatement séduit par ses photos, montrant avec beauté et réalisme la vie et les coutumes malgaches.

Nous avons donc prévu d'organiser une exposition de ces photos début avril à la Maison De l'Etudiant sur le campus de Dijon.

Nous allons également essayer d'organiser cette exposition au sein du collège de Chevigny que nous jumelons avec le collège EPIS.



*(Photo : Pierrot Men)*

- **Journée autour de l'Afrique**

Comme l'année dernière, nous allons organiser une « journée autour de l'Afrique » en collaboration avec Lato Sensu, autre association étudiante dijonnaise de solidarité internationale et d'autres associations agissant dans le domaine de l'Afrique. Il y aura expositions de photos et d'artisanat, animations, dégustation de spécialités africaines, concert de musique, conférences, films, exposés...

- **Festival de musique**

Après le succès de l'année dernière, nous réorganisons un festival musical avec des groupes de la région le mercredi 12 avril à la salle Devosges à Dijon. Les groupes Semtazone (rock festif), les Sales Timbanques (chanson française), One for All (reggae) et Puja Dub Operators (dub electro) se produiront bénévolement. Des animations avec Pourvu que ça vole (jonglage et percussions) ainsi que des expositions de photos et d'artisanat compléteront la soirée. Une buvette sera à disposition avec notamment vente de bière à la banane équitable.

- **Promotion dans les médias**

Différents articles sont parus dans les journaux locaux, promouvants nos actions (Le Bien Public etc.). Des interviews radios sont également prévues pour communiquer autour de notre festival et de notre association (Europe 2, Fun Radio, Radio Campus Dijon, Le Mouv')

### **3) Education Au Développement**

- **Action dans les écoles**

Nous avons construit un partenariat avec le Club Unesco du collège de Chevigny Saint Sauveur. Dans ce cadre nous organisons une journée d'action dans l'établissement, où nous exposerons photos et artisanat et animerons un jeu de rôle en collaboration avec Starting Block. Celui-ci met les enfants dans la peau de villageois africains confrontés aux difficultés quotidiennes.

Nous organiserons aussi des rencontres avec les membres du club pour discuter avec eux de Madagascar et des différentes problématiques liées à la solidarité internationale.

Un repas à thème sera organisé au collège en fin d'année.

Il est également prévu de mettre en place une correspondance scolaire avec les élèves du collège EPIS.

- **Commerce équitable**

En collaboration avec Artisans Du Monde et Max Havelaar, nous participons à la semaine étudiante du commerce équitable.

Sources (Sur Madagascar)

[http://madanight.com/viewarticle\\_382.htm](http://madanight.com/viewarticle_382.htm)

<http://www.ird.mg/4d/documents/BIP%209.pdf>

<http://www.haisoratra.org>

[http://www.amadea.org/NewPages/E\\_E\\_Econom.html](http://www.amadea.org/NewPages/E_E_Econom.html)

<http://TongaSoaMada.org>

Contactez nous !



Maison de l'Etudiant  
Esplanade ERASME  
21000 DIJON

mail : [associationadah@hotmail.com](mailto:associationadah@hotmail.com)  
<http://assoadah.free.fr>

Merci pour votre attention

Dépenses	En euros	En %	Recettes	En euros	En %	
Visas (7*35)	245	1,40	Membres (avion+nourriture+hébergement)	5500	31,38	Obtenu
Billets d'avion (7*850)	5950	33,95	FSDIE	3000	17,12	Demandé
Passeports (7*60)	420	2,40	Mairie de Dijon	1000	5,71	Demandé
Vaccins (7*40)	280	1,60	Ressources propres ADAH			
Transports	530	3,02	- cotisations	105	0,60	Obtenu
Hébergement + Nourriture	400	2,28	- concert	1500	8,56	Demandé
Agrandissement college EPIS	7200	41,08	- emballage paquets cadeaux	188	1,07	Obtenu
Réfection circuit d'eau courante à l'hôpital Ambohimahaso	1800	10,27	- vente d'artisanat	400	2,28	Demandé
Achat d'artisanat	200	1,14	Guide du Raid	3000	17,12	Demandé
Frais d'impression dossiers / expo photo retour	200	1,14	CROUS	1000	5,71	Demandé
Protection moustiques (Médicaments, moustiquaires, spray...)	300	1,71	Excédent de l'année de 2006	682	3,89	Obtenu
			Apport collègue Chevigny	400	2,57	Demandé
			Prix ANEMF SI	750	4,28	Demandé
			<i>Total obtenu</i>	6475	36,95	
<b>TOTAL Dépenses</b>	<b>17525</b>	<b>100</b>	<b>TOTAL Recettes</b>	<b>17525</b>	<b>100</b>	